Agations arraient, epousser repouspouvant use qu'on laire en les dites roit dans

e la dite
ines prois la dite
positions
donnent

elle;

oit avec

ive dans

ix, appaie et des d'une punderesse: t la sévémentaires ette critinstituent ne cause at démonux: *iblication* une œucune préinjuste ou la partie

eresse n'a s commennt injustes

ou de ces s sont in-

tion de la trait à l'incontient, défendeur catholique l:

l;
pparait par
i les lois et
que romaionnaire, et
torité dont,
t investi en
; la preuve
lois de l'Eou l'évêque
c membres
de lire ou
aublications

périodiques qu'il juge être contraires aux enseignements ou à la discipline de la dite Eglise.

Attendu qu'on n'a pas prouvé que dans l'occasion en question, où il a exercé l'autorité et le pouvoir discrétionnaire dont il est investi par les lois de la dite église, le défendeur ait agi avec malice ou mauvaise foi

Considérant donc que la publication de la dite circulaire était pour le défendeur

l'exercice d'un droit,

Considérant que, bien que la demanderesse ait prouvé que la publication de la dite circulaire par le défendeur a été préjudiciable à ses intérêts, elle n'a pas établi que cette publication constituât un empiètement d'aucun de ses droits légaux ou conventionnels.

Considérant que la demanderesse n'a pas prouvé que, en publiant la dite circulaire, le défendeur se soit rendu coupable d'une faute dans le sens de l'article

1053 du code civil:

Maintenant la défense du défendeur, renvoi l'action de la demanderesse avec dépens, desquels dépens distraction est accordée à MM. Taillon, Bonin et Pagnelo, avocats du défendeur.